

« On a parfois l'impression de vider la mer avec une petite cuillère »

JEAN-PHILIPPE ITIER

Rencontre avec le directeur général du Comité de protection de l'enfance et de l'adolescence Gard-Lozère qui tire un constat alarmant de la situation actuelle.

Recueilli par **Émilie Bec**
ebec@midilibre.com

Quel est le rôle du Comité de protection de l'enfance et de l'adolescence Gard-Lozère ?

Le CPEAGL, Comité de protection de l'enfance et de l'adolescence Gard-Lozère, est une association laïque qui existe depuis 1936. Aujourd'hui, notre association accompagne chaque année 1 300 enfants, dont 1 100 dans le Gard. L'association gère cinq établissements et services. Un, dans le médico-social, où elle s'occupe d'enfants qui sont reconnus handicapés et qui ont des troubles du comportement. Et quatre autres établissements qui sont dans le champ de la protection de l'enfance.

Vous prenez en charge les enfants à partir de quel âge ?

Dès la naissance. En protection de l'enfance, on intervient dans le repérage des difficultés au sein des familles avec le service d'investigation éducative qui fait des enquêtes à la demande du juge des enfants afin d'estimer si l'enfant est en danger ou pas dans sa famille. Et, le cas échéant, faire des propositions. Ensuite, nous avons un service qui s'appelle AEMO, Action éducative en milieu ouvert, qui accompagne aujourd'hui près de 950 enfants dans le Gard chez les pa-

rents.

Chez les parents ?

Oui. Là, les enfants sont déjà repérés comme étant en danger au sein de leur famille mais avec possibilité quand même de travailler en prévention, avec les parents, pour améliorer la situation. On intervient sur tout le Gard, mais ce service est très surchargé. Enfin, nous avons aussi une Mecs (Maison d'enfants à caractère social), Colibri qui accueille 40 enfants de 0 à 18 ans.

« Une chose prend aussi de l'ampleur, les troubles de santé mentale des parents »

Quels sont votre expertise et votre regard face à la situation actuelle ?

En France, de manière générale, le dispositif de protection de l'enfant est complètement saturé. Au niveau national, 400 000 enfants devraient bénéficier d'une mesure de protection et n'en ont pas. Dans le Gard, cela se vérifie : tous les types de mesures sont saturés.

À quel point ?

Par exemple, notre service d'investigation a 154 mesures en attente actuellement. Le service d'action éducative en milieu ouvert, qui intervient chez les parents avant qu'on soit obligé de placer les enfants en



« Un manque de moyens et toujours plus de cas à traiter ». DR

famille d'accueil ou en maison d'enfants, à 263 mesures en attente. Cela plonge les professionnels dans des difficultés face à une perte de sens, avec une impression de vider la mer avec une petite cuillère par moments. C'est très difficile à vivre pour les professionnels : on assiste, depuis quelques années, à des départs de personnes qui veulent changer de secteur.

Est-ce un défaut de prise de conscience des pouvoirs publics ou payez-vous aussi de plein fouet la crise économique ?

Je pense que les pouvoirs pu-

blics en ont pris conscience, puisqu'on en parle pas mal dans les médias. Nous avons d'ailleurs créé un collectif "Sauvons la protection de l'enfance dans le Gard", qui s'adresse aux politiques. Mais je pense que nos financeurs ont des contraintes budgétaires. Nos budgets n'ont pas baissé, mais le nombre d'enfants à accompagner augmente sans cesse.

Le nombre d'enfants augmente par une évolution de la société ou un meilleur repérage ?

Le repérage des situations d'enfants en danger s'est amélioré ces dernières années.

Mais on constate quand même une augmentation des difficultés des personnes. Les situations sont plus dégradées qu'il y a dix ans.

À cause de problématiques financières ? Psychologiques ?

Il y a des carences éducatives importantes, un défaut dans la prise en charge globale de l'enfant. Avec des carences en soin par exemple. Ou des conflits majeurs entre les parents dont les enfants souffrent. Une chose prend aussi de l'ampleur, les troubles de santé mentale des parents.

Comment l'avez-vous identifié ?

Nous avons fait une étude pendant cinq mois sur notre antenne de Marguerittes avec un suivi de 200 enfants à peu près. Le médecin psychiatre a recensé au moins 62 situations où les parents avaient des troubles psychiatriques. 77 % de ces parents n'avaient pas de démarche de soins par rapport à ces troubles. On a aussi noté une problématique d'addiction. Sur les 200 situations, 36 parents étaient concernés par des addictions toxiques à l'alcool ou aux médicaments. En parallèle, on connaît l'état de la psychiatrie en France et dans le Gard, avec de moins en moins de solutions de prise en charge.

On a beaucoup dit que la crise Covid avait été un facteur aggravant des troubles psychologiques. Pensez-vous qu'on en paie encore les répercussions ?

Tout à fait. Pendant la crise Covid, on était étonné du relatif calme au sein des familles.

Mais plusieurs mois après la crise Covid, on a commencé à mesurer les effets des troubles de santé mentale chez les ados et chez les jeunes adultes avec des troubles psychiatriques ou des comportements suicidaires qui ont nettement augmenté.

De quoi auriez-vous besoin pour que vos services fonctionnent mieux ?

À court terme, de moyens supplémentaires pour pouvoir davantage suivre d'enfants. Sachant qu'en parallèle, il y a des difficultés de recrutement dans le secteur. La démographie des familles d'accueil est particulièrement inquiétante, puisqu'elles partent à la retraite et qu'on a du mal à les remplacer.

Mais le problème est assez systémique, puisque ce n'est pas la protection de l'enfance qui peut toute seule résoudre tous les problèmes. Il y aurait également besoin d'avoir une bonne connaissance de la situation du Gard en protection de l'enfance en ayant un observatoire départemental. Dans le Gard, on nous annonce 0 % d'augmentation du budget. Nous sommes vraiment dans une situation compliquée.

Alors qu'on parle, au final, de protéger les citoyens de demain.

De la place d'un directeur d'une association de protection de l'enfance, à mon avis, ça devrait être une priorité nationale. Et malheureusement, je pense que c'est plutôt le parent pauvre des politiques publiques, puisque nous n'avons ni ministre de la protection de l'enfance, par exemple, ni de secrétaire d'État.